

30 septembre 1962, Montréal

Dîner de la Fédération libérale du Québec

Pendant les prochaines semaines, mes amis, nous allons au Québec vivre des moments historiques. Je ne parle pas tant de la campagne électorale proprement dite que de l'occasion que cette campagne donnera à tous et à chacun des citoyens de notre province de décider du sort de notre nation.

Nous en sommes rendus à la période du choix. Certains ont dit que ce serait la minute de vérité. C'est vrai. Le Parti libéral du Québec, conscient des exigences de la démocratie dans laquelle nous vivons, a voulu, une fois sa propre décision prise, demander à la population entière de se prononcer catégoriquement sur la plus importante des questions jamais soumises à son attention. Il veut savoir d'elle si, oui ou non, elle veut enfin poser le geste dont ont rêvé nos ancêtres depuis des générations. Il veut savoir si elle accepte d'orienter elle-même son propre avenir.

Mes chers amis, je vous dirai que j'ai une confiance absolue dans l'issue de cette lutte qui met aux prises les forces les plus vives de notre peuple contre le trust de l'électricité. Je suis persuadé, comme je ne l'ai jamais été dans toute ma vie, que la population ne laissera pas passer l'occasion exceptionnelle qui lui est offerte de mettre un terme à une situation devenue intenable.

Cette situation, vous la connaissez. C'est celle d'une société qui a été privée des moyens qui lui auraient permis de s'épanouir pleinement. C'est celle d'une société où les clefs d'une économie moderne appartiennent à des intérêts étrangers à nos préoccupations nationales et indifférents à nos aspirations légitimes.

Comme peuple adulte, nous ne pouvons plus supporter de croupir dans l'immobilisme forcé, immobilisme imposé par une clique politique à qui il plaît que notre province demeure une source de matière première, un réservoir de main-d'œuvre à bon marché ou un pays vieillot que l'on visite en touriste. L'époque du colonialisme économique sera définitivement morte, oubliée même, le 14 novembre prochain. En ce jour qui méritera de devenir une seconde fête nationale, le peuple du Québec aura signifié leur arrêt de mort aux intérêts égoïstes qui s'opposent directement ou hypocritement à la marche en avant d'un peuple jeune à qui, désormais, l'avenir peut et doit appartenir.

Je n'ai pas encore ouvert officiellement la campagne électorale de notre parti, que je m'aperçois déjà – et mes collègues de même combien la population du Québec a soif d'une puissance qui, normalement, logiquement et moralement même – oui moralement – aurait toujours dû lui appartenir.

Tout le monde chez nous comprend maintenant qu'on ne pourra jamais rien réussir de durable au Québec si, une fois pour toutes, on ne s'attaque à la racine du mal. Et la racine du mal, c'est que notre économie ne nous appartient pas. C'est aussi simple que cela, mais c'est aussi grave que cela.

I know that there are some who say: « Let the foreigners come and invest their money here and everything will be fine ». Now, this is wrong, • because it is not enough. Foreigners only come here when it pays them to do so, and I can understand why. They come here when they can exploit natural wealth which will earn them a profit. This is their aim, and it is a perfectly normal one.

For us, however — yes, for us, Quebecers of any origin — is this enough, in spite of the advantages that we get out of it? Will we always be the victims of a mental attitude which condemns us to gather nothing but the crumbs that fall from the table of those who come from elsewhere, These crumbs can become momentarily more plentiful, but they are still nothing but crumbs. Have we not had enough of being looked upon as a nation of drifters whose wealth is exploited by everyone else except ourselves and which leaves us better off? Have we not got enough pride to make us, stand up at last and demand*for ourselves not presents, handouts or empty honours, but rather what is our due, because after all, the wealth that Providence has given this province belongs to us and to nobody else.

My dear friends, I firmly believe that the people of Que'ec have made their choice. I firmly believe that they want to become the masters of their own economy. This is a legitimate desire. This is a necessary objective. The age of half measures is over. Let us leave the patchwork policy to those who; unfortunately for themselves, have still failed to understand the deep aspirations of our people, Let us leave the patchwork policy to those toadies who have already begun to go about the province in a vain attempt to make our people believe that it is their destiny to live on bended knees before the Golden Calf For our part, we have understood for a long time that it is no use to dream of a better to-morrow if we do not take control of our economy today.

Believe me, all our legitimate desires are in for an unavoidable disappointment if we do not take steps now to achieve them.

Chez nous, comme partout ailleurs au monde, le père de famille veut, pour ses enfants, un niveau d'éducation qui leur permette de réussir dans la vie, l'ouvrier désire un emploi stable, le cultivateur souhaite que les produits de son labeur se vendent, le petit industriel pense à assurer l'avenir de son entreprise, le travailleur, de quelque catégorie qu'il soit, compte sur un revenu suffisant; en somme tous les citoyens veulent un niveau de vie acceptable et convenable.

Ce sont là des désirs normaux. Une société moderne doit s'employer à les satisfaire. C'est là son devoir et c'est ce qu'on est en droit d'attendre d'elle.

Mais quand cette société — comme je l'ai dit il y a un instant n'a pas les moyens de satisfaire à ces désirs, un gouvernement vraiment responsable doit, en conscience, prendre les mesures qui s'imposent pour les lui procurer. Il n'y a pas à en sortir. Rien ne sert de tergiverser, ni de s'illusionner; quand on n'a pas la clef, on ne peut pas entrer dans la maison.

Or, notre clef, au Québec, c'est l'électricité. Notre province est immensément riche en pouvoir électrique. Nous possédons, comme territoire, une puissance énorme.

J'ai dit comme territoire, parce que, comme peuple, nous sommes bien pauvres. Actuellement, l'électricité, c'est la clef d'une économie moderne. Nous voulons en faire la clef de coûte d'un régime de vie où, enfin, après tant de générations, nous serons maîtres chez nous.

La question n'est pas de savoir s'il faut que le peuple du Québec prenne contrôle d'une partie ou de tout l'actif économique impressionnant qu'est l'industrie électrique. La question est de savoir s'il veut entreprendre, avec des moyens efficaces, l'œuvre de libération économique dont il rêve. Et pour entreprendre cette œuvre, pour en faire un succès, il lui faut contrôler la production et la distribution hydroélectriques du Québec. Pas les secteurs les moins rentables, non, la production et la distribution globales. C'est là la condition même du succès.

Pendant des mois, le gouvernement libéral a étudié la question. Pendant des semaines, il a soupesé toutes les solutions possibles. À l'aide de données techniques, il a examiné le problème à fond. Et, il en est venu à la conclusion que la seule voie possible était celle d'une nationalisation complète. Pas de demi-mesures du genre de celles dont nous avons toujours fait les frais. En gros, nous avons trois solutions possibles la première était de ne rien faire, c'est-à-dire de laisser se perpétuer la situation actuelle dans laquelle la clef de notre avenir nous échappe. Alors, notre parti aurait pu continuer à diriger la province, sans rien changer de fondamental, sans rien déranger. Et nous aurions fait comme trop de gouvernements qui nous ont précédés: nous aurions été des rois nègres. Vous savez ce que c'est qu'un roi nègre au sens où je l'entends ici? Dans les peuplades africaines dont le territoire avait été conquis par les blancs, au début de ce siècle, les vainqueurs devaient naturellement diriger des populations qu'ils connaissaient mal et dont les réactions étaient imprévues. Ils ne trouvèrent rien de mieux que de confier à des indigènes le soin de garder les peuplades nouvellement acquises fidèles aux conquérants. En échange de ce service, les conquérants fermaient les yeux sur la façon parfois peu orthodoxe dont les rois nègres s'acquittaient de leur tâche. Pourvu que le pouvoir conquérant restât tranquille, tant pis pour la population indigène; la démocratie, c'était pour les conquérants, pas pour les peuplades indigènes qui devenaient, à cause des rois nègres, des serviteurs perpétuels d'intérêts étrangers. Or Dieu sait combien, dans notre province, nous avons eu de rois nègres ! Vous en voyez encore qui font le tour du Québec, obéissant à leurs maîtres d'ailleurs.

Il y avait une seconde solution, la plus lâche et la plus pernicieuse de toutes, mais aussi la plus facile. Nationaliser les entreprises les moins rentables et conserver les autres aux intérêts privés. Aucun roi nègre n'aurait rien pu inventer de plus malhonnête envers les citoyens du Québec. Ainsi, par cette politique, on leur ferait supporter les coûts additionnels d'entreprises non rentables, sans leur donner les avantages d'une nationalisation ordonnée. D'après nous, c'était là la solution la plus lâche.

Comme citoyen du Québec, j'ai vraiment honte maintenant de vous dire, ce que vous savez déjà, que d'autres nous proposent cette fausse et inefficace solution. De toutes les façons possibles de s'attaquer au problème de l'électricité, c'était là la moins acceptable de toutes. Or, il fallait que quelques valets du trust se chargent de tromper notre peuple et s'emploient à lui faire croire que sa destinée, c'est d'être à jamais soumis aux intérêts privés de groupes

qui recherchent le profit pur et simple avant le service à la communauté. Oui vraiment, je n'aurais pas voulu que des Québécois nous arrivent avec cette prétendue solution, véritable plan de nègre s'il en fut un.

On peut soutenir que la nationalisation des industries électriques est mauvaise en soi. Ce point de vue ne vaut pas, à mon sens, mais il peut au moins se défendre! Cependant, promettre de nationaliser deux des compagnies les moins importantes, c'est se moquer de la population. La dernière méthode envisagée par notre parti et rejetée par l'autre devient la première à laquelle pensent ces faux Québécois qui parcourent la province pour la perte des nôtres! Si la solution de lâcheté a eu des adeptes, vraiment il devient vrai ce proverbe qui dit « Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es ». Quand on s'acoquine avec un trust pour fouler aux pieds les intérêts primordiaux de notre peuple, on devient traître à la nation!

Il n'est pas surprenant alors que de telles gens, l'Union Nationale puisqu'il faut bien la nommer, se soient rendus coupables, il y a quelques années à peine d'un crime odieux que notre population ne pourra jamais leur pardonner. En effet, ces gens qui ont dénationalisé à leur profit personnel un secteur public – celui du gaz naturel voudraient aujourd'hui nous faire croire qu'ils recherchent le bien des Québécois. Quelle farce!

Oui, quelle farce! Ou plutôt quel cynisme! Ce sont ces gens qui, pour obtenir un profit égoïste, n'ont pas hésité à priver notre province d'un bien qui appartenait à toute notre collectivité. Ce sont ces gens qui ont trompé le peuple, qui l'ont volé, oui, volé! Et aujourd'hui, ces serviteurs des trusts veulent donner un coup de poignard dans le dos de notre peuple en faisant mine de l'aider, alors qu'en réalité ils lui proposent la plus nocive des solutions possibles. Heureusement, personne ne sera dupe. C'est Abraham Lincoln qui, je crois, disait: « On peut tremper tout le monde quelque temps. On peut tromper quelques-uns tout le temps. Mais on ne peut tromper tout le monde tout le temps. Or, l'Union Nationale, illusion qui lui sera fatale, essaie de tromper tout le monde tout le temps. Et de cela, notre peuple en a assez! Des partis comme celui de l'Union Nationale, il en a assez! Des politiciailleurs, il en a assez! Des gens qui se moquent de lui, il en a assez! Il veut qu'on s'attaque enfin aux véritables problèmes, celui de la libération économique, par exemple.

Or c'est l'objectif que le parti libéral du Québec propose aux nôtres. Pendant des années, on n'a fait que courir au plus pressé dans le Québec, on n'a fait qu'éteindre des feux. Il commence à être temps de voir à ce que ces feux ne s'allument plus!

Mesdames et messieurs, l'enjeu de la lutte actuelle, c'est l'avenir même du Québec. Il n'y a pas à en sortir. Les adversaires en présence dans cette lutte sont: le peuple du Québec versus le trust! Celui qui est pour le trust est contre le peuple du Québec. Celui qui est pour le peuple est contre le trust. Là non plus il n'y a pas à en sortir.

Mesdames et messieurs, à la face de la province, j'accuse l'Union Nationale d'être lâche en refusant de s'attaquer au fond du problème ... d'être hypocrite en tentant de faire croire à la population que ce qu'elle appelle son programme est autre chose que du patinage de fantaisie... d'être renégate envers les intérêts fondamentaux de notre peuple en refusant, comme par le passé, de collaborer à l'œuvre capitale de la libération économique ... d'être traître envers notre nation en prenant la part d'influences occultes qui tiennent à l'asservir .

Mesdames et messieurs, je défie publiquement, ce soir, le chef imposé de l'Union Nationale de se prononcer catégoriquement et sans détour sur le fond du problème. Va-t-il dire, une fois pour toutes lui, l'ancien ministre des Ressources hydrauliques – si, oui ou non, il considère la nationalisation de l'électricité comme l'outil devant permettre au peuple du Québec de devenir enfin maître chez lui? Va-t-il finalement adopter une position claire – lui, l'ancien ministre des Ressources hydrauliques ? Le peuple du Québec veut savoir!

Mesdames et messieurs, je défie publiquement le chef imposé de l'Union Nationale d'expliquer pourquoi, oui pourquoi il a, pour son bénéfice personnel, participé à la destruction d'un patrimoine commun en profitant de la vente à des intérêts privés du réseau de gaz naturel de l'Hydro-Québec? Cela, le peuple du Québec veut le savoir! Mesdames et messieurs, je défie publiquement le chef imposé de l'Union Nationale de révéler quelle sorte d'avantages, directs ou indirects, son parti reçoit pour faire campagne on faveur des compagnies d'électricité? Cela aussi le peuple du Québec veut le savoir!

Mes chers amis, la campagne électorale du Parti libéral n'est pas encore officiellement ouverte. Bientôt elle le sera, et alors j'aurai l'occasion de revenir avec plus de détails sur des sujets qui feront regretter à l'Union Nationale, sa lâcheté, son reniement et sa trahison envers la population de notre province. Pour le moment, oublions ces gens chez qui les historiens de l'avenir sauront déceler les vestiges du colonialisme économique dont notre peuple veut maintenant se défaire à jamais!

Je vous ai dit, il y a quelques minutes, qu'il y avait, en gros, trois solutions au problème de l'électricité. Vous connaissez les deux premières: celle de la facilité et celle de la lâcheté.

Il en restait une autre, celle du courage, et nous, du Parti libéral du Québec, nous l'avons choisie. Elle est la seule à fournir au peuple de la province, entièrement et définitivement, la clef de toute économie moderne. Elle est la seule à satisfaire aux exigences de la justice et de l'efficacité. C'est pourquoi nous nous y sommes arrêtés, après mûre réflexion, après maintes recherches. Nous la proposons aujourd'hui à la population du Québec. Pour notre part, notre décision est prise. Nous savons où nous voulons aller, et nous y allons avec détermination et confiance. Il faut nationaliser toutes les compagnies exploitant et distribuant l'électricité dans le Québec. Le geste est sérieux, mais il est aussi indispensable. À l'heure actuelle, la situation financière de la province lui permet d'envisager de grands projets. Il en est de même pour l'Hydro-Québec. L'occasion est donc excellente, et il importe de la saisir. Notre décision arrêtée, nous voulons démocratiquement la soumettre au peuple et obtenir de lui un mandat péremptoire. Il fallait de l'audace et nous en avons eu. Finis les gouvernements de rois nègres.

Par la nationalisation de l'électricité, étape indispensable d'une politique vraiment nationale, notre population bénéficiera d'avantages directs et indirects. Tous les citoyens du Québec en profiteront d'une façon ou de l'autre. Je me permets de vous rappeler ces avantages. Baisse de taux dans plusieurs régions de la province. Dans les territoires nationalisés, les tarifs domestiques et commerciaux seront rajustés de façon à supprimer la confusion et les injustices flagrantes qui règnent présentement. Bref, non seulement personne, nulle part, ne paiera plus qu'il ne paie maintenant, mais un grand nombre d'utilisateurs verront leurs comptes diminuer.

Aux frais de l'Hydro-Québec, conversion de 25 à 60 périodes (cycles) de l'électricité en Abitibi, et modernisation des structures électriques dans le Bas-du-Fleuve et en Gaspésie. Du coup, on permet un nouveau départ à des régions trop longtemps négligées.

Politique dynamique de décentralisation industrielle. Des régions entières seront ouvertes à l'industrie, ce qui contribuera à augmenter le nombre d'emplois disponibles. Dans son travail de développement et de décentralisation économique, le gouvernement pourra compter sur une puissante Hydro, devenue vraiment capable de mener à bien une politique rationnelle et dynamique de tarifs industriels. Diminution des coûts de production de l'électricité par suite des économies réalisées. Cela placera le Québec en meilleure position sur les marchés internationaux où s'écoulent certains de nos produits dont la fabrication exige l'utilisation intensive d'énergie électrique.

La nouvelle Hydro assumera le paiement, sur la base courante, de toutes les taxes municipales et scolaires des entreprises nationalisées. De plus, dans toutes les municipalités où elle possède actuellement des biens, la nouvelle Hydro paiera à l'avenir les taxes municipales et scolaires, non plus seulement sur les fonds de terre et les bâtiments, mais aussi sur tous ses immeubles, sauf les centrales et les barrages.

La nouvelle Hydro deviendra la propriété collective de 5 300 000 actionnaires à part entière, fiers de leur avoir commun et fiers de leur puissance nouvelle. Comme acheteurs de nombreux matériaux et services, la nouvelle Hydro favorisera avant tout les gens du Québec. La nouvelle Hydro permettra la formation plus poussée et la promotion de nos jeunes techniciens du Québec qui eux pourront, par la suite, participer de façon efficace à la poursuite de notre œuvre de libération économique.

Le Québec conservera les quelques \$15 000 000 d'impôt que chaque année les compagnies privées versaient au gouvernement central.

L'Hydro-Québec fera face aux dépenses de la nationalisation grâce à son expansion normale et aux revenus additionnels provenant de ses nouveaux territoires. De plus, pourront servir à cette fin les \$15 000 000 que les compagnies versent présentement à l'impôt fédéral chaque année.

It will also be necessary to borrow capital by means of longterm loans. These loans will not necessarily have to be made on the Canadian market. If conditions continue to be as favourable as they are now, these loans may also be made on the American or European markets, either in whole or in part. This would ensure the entry into Canada of the foreign capital that we need, but in a way that control of this capital will be kept in our hands. Furthermore, the capital that many Quebecers have invested in nationalized power companies would become available for investment in other sectors of our economy.

The employees of these companies will become employees of QuebecHydro, and shall not lose either their rank or their acquired rights. The shareholders of these companies will receive fair compensation, to be fixed in taking into strict account the legitimate interests of the shareholders and the taxpayers. This compensation shall be subject to final determination by the courts.

Needless to say, the Government will not engage in any general policy of nationalization. Its so'e aim is to give to Quebec-Hydro a stature commensurate with the province's needs and ambitions.

La nationalisation de l'électricité est clairement la mesure économique la plus vaste et la plus féconde jamais proposée dans notre histoire.

C'est pourquoi, ayant longuement examiné et discuté le problème, le Parti libéral du Québec est convaincu que la nationalisation de l'électricité est une grande et fructueuse affaire, non seulement pour le bien-être matériel du Québec, mais tout autant pour la santé sociale et l'avenir national du Canada français.

Le Parti libéral du Québec fait confiance au peuple de la province. Il sait que ce peuple ne permettra jamais de laisser passer l'occasion sans précédent qui lui est offerte de choisir, une fois pour toutes, entre la libération économique, gage d'un avenir meilleur, et la sujétion à des intérêts indifférents à nos préoccupations nationales et étrangers à nos aspirations légitimes de peuple adulte.

Le Parti libéral du Québec, sûr que les années qui viennent verront l'émancipation économique du peuple québécois, et convaincu de l'idéal auquel il se consacre, a accepté de mettre son existence en jeu sur cette question vitale dont tous les Québécois comprendront l'importance et l'étendue. Le Parti libéral du Québec a confiance, comme ont confiance toutes les nations jeunes qui, un jour, ont résolu de s'affirmer ...Pour la première fois dans son histoire, le peuple du Québec peut devenir maître chez lui ! L'époque du colonialisme économique est révolue. Nous marchons vers la libération. C'est maintenant ou jamais, soyons maître chez nous.